



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 2 AVR. 2019

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

SPE1/IF

## ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010 régissant le fonctionnement des activités de la société ENTREPRISE GHALEM DE PEINTURE - E.G.P. dans son établissement situé 164, rue Marcel Cachin à VAULX-EN-VELIN ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2016 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 21 décembre 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 8 février 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société ENTREPRISE GHALEM DE PEINTURE - E.G.P. :

- n'a pas effectué les travaux permettant l'accès aux pompiers via l'avenue Charles de Gaulle, prévus à l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010,
- n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation de l'étude technique définissant précisément les mesures de prévention contre la foudre et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance, conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010,
- n'a pas pu présenter de rapport de contrôle recevable de ses installations contre la foudre, prévu par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société ENTREPRISE GHALEM DE PEINTURE - E.G.P., 164, rue Marcel Cachin à VAULX-EN-VELIN, est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010 susvisé, en effectuant les travaux permettant l'accès aux pompiers via l'avenue Charles de Gaulle dans un **délai de 10 mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en réalisant une étude technique permettant de justifier l'installation des équipements foudre et en faisant réaliser la vérification complète des installations, dans un **délai global de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en faisant réaliser les contrôles annuels des installations contre la foudre dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VAULX-EN-VELIN,
- à l'exploitant.

**2 AVR. 2019**

Lyon, le  
Pour le préfet,  
Le Préfet, sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint,

 **Clément VIVÈS**